

Bonnes nouvelles

(contre la loi travail, pour les emplois et les salaires : même combat !)

Le mouvement contre la loi travail change beaucoup la situation. Pour la première fois depuis longtemps, il y a une contestation sociale, à l'échelle du territoire, qui concerne tous les secteurs, les jeunes comme les moins jeunes, les salariés comme les chômeurs, le public comme le privé, il y a enfin l'expression d'une opposition aux politiques d'austérité que gouvernements et patronat nous imposent depuis des décennies.

Cette mobilisation remet en avant les idées de la lutte, montre que c'est possible de se défendre, que nous ne sommes pas obligés de nous résigner. Certes le pouvoir intimide par la répression et les violences policières inadmissibles, il cherche à nous décourager en disant qu'il ne reculera pas. Mais pour l'instant cela ne change rien, la lutte continue.

Mais il faut reconnaître que nous ne sommes pas aussi nombreux que nous pourrions l'être, que nous aimerions l'être, que ce soit dans les grèves ou dans les manifestations.



Dans la bataille actuelle contre la politique du gouvernement comme dans notre bataille pour l'avenir de l'usine et de nos emplois, il faut le reconnaître, nous sommes malheureusement une minorité à agir. Même si, nous le savons par les discussions, de très nombreux collègues approuvent la mobilisation et les actions que nous menons.

Pourtant, nous avons tout intérêt à être nombreux aujourd'hui dans ces luttes. Nous serions plus forts, plus efficaces. Car les patrons craignent une chose plus que tout : c'est la contagion de la lutte, c'est la généralisation des luttes, c'est quand les ouvriers reprennent confiance dans leurs forces, c'est quand nous sommes des millions dans la rue, car c'est là que les choses peuvent changer.

Pour notre avenir, pour nos emplois, pour la défense de nos droits et du code du travail, c'est maintenant que ça se passe. Ce n'est pas le moment de baisser la tête ou de fermer les yeux. Non, menons les batailles, toutes et tous ensemble, soyons solidaires !

MANIFESTATIONS ET BLOCAGES : ET C'EST PAS FINI !

Face au mouvement qui n'en finit pas le gouvernement s'impatiente, Hollande déclarant par exemple qu'il faut « savoir arrêter un mouvement ». Ben voyons ! Et les ministres, notamment Macron, méprisent ouvertement les travailleurs.

Le « travaille si tu veux t'acheter un costard » adressé à un intérimaire montre la gravité du décalage entre les privilégiés et la population. Le patronat bien sûr s'énerve et par la bouche de Gattaz, insulte même les syndicalistes traités de « voyous » et de « terroristes ». On voit bien que tous ces gens-là ont perdu l'habitude de voir un mouvement social de cette ampleur, depuis 3 mois maintenant, avec un soutien de l'opinion publique. Eux qui nous expliquent depuis longtemps que la classe ouvrière ça n'existe pas et que ça sert à rien de manifester.

Alors les inondations (on n'y est pour rien !) ou l'approche de l'euro de football sont autant d'occasions pour exercer un chantage sur les grévistes et manifestants. Le gouvernement, bien aidé par les gros médias, accusent le mouvement d'être irresponsable comme si ce n'était pas lui qui avait pondu sa loi de

démantèlement du code du travail, l'imposant anti démocratiquement par le 49.3.

Le mouvement tient bon et c'est tant mieux. Manifestations et actions de blocages se succèdent. L'inter-syndicale, le CIPG (intermittents et précaires) et le collectif luttés 33 qui regroupe syndicalistes, lycéens, étudiants, réseaux sociaux, chômeurs... organisent les initiatives.

En attendant la journée nationale de grève le mardi 14 juin, cette semaine des opérations de blocages économiques se préparent (on vous les communiquera dès que nous aurons les infos) et une nouvelle manifestation ce jeudi. Nous appelons à débrayer pour toutes ces actions qui viennent. Soyons nombreux !

MANIFESTATION À BORDEAUX

**AVEC LES LYCÉENS-ÉTUDIANTS, LES « NUIT DEBOUT »
AVEC LES INTERMITTENTS, PRÉCAIRES, SALARIÉS...**

JEUDI 9 JUIN 2016

10H30 - PLACE PEY-BERLAN

ON NE LÂCHE (TOUJOURS) PAS !

NOS 24 HEURES DU MANS À NOUS : NOUVELLE AVENTURE

Nous avons proposé à nos collègues des syndicats CFTC et FO d'organiser cette action ensemble, dans le prolongement de ce que nous avons fait ensemble ces dernières semaines. Les 2 ont refusé. Donc on fait seuls. Nous reconnaissons que nous ne sommes pas complètement au point mais nous faisons au mieux.

En organisant une « caravane » de voitures, les dépenses seront essentiellement liées aux péages (on prend l'autoroute) et au carburant.

Nous vous proposons une inscription à 20 euros par personnes, les frais de transport étant remboursés centralement. Nous en appelons au soutien financier des collègues qui ne peuvent pas venir mais qui soutiennent l'opération.

Nous donnons rendez-vous à toutes celles et ceux qui viendront à 5h sur le parking du Comité d'Entreprise.

- Nous prévoyons un café chaud avant de partir.

- Le départ aura lieu à 6 heures au plus tard. L'idée est de voyager ensemble, de se suivre tout le long du trajet, on peut voir à décorer les véhicules avec des bandeaux « sauvons les emplois » pour être visibles tout le long de la route.

- L'arrivée au Mans est prévue aux alentours de 11 heures. On gare nos véhicules dans un endroit choisi.

- L'arrivée à proximité du circuit ce sera vers midi.

Nous prévoyons alors de distribuer des tracts et d'être visibles, avec banderole, tee-shirt... l'objectif étant de se faire entendre.

- Nous pique-niquerons à proximité du « village » des 24 heures du Mans.

- Puis vers 16 heures, nous repartirons vers nos voitures et vers Bordeaux. Retour prévu vers 21 heures, tous ensemble, toujours en mode « caravane ».

Il est clair que c'est une action « inédite » dans sa forme, n'hésitez pas à nous poser des questions.



BILLET D'INSCRIPTION :

JE PARTICIPE À LA JOURNÉE, NOMBRE DE PERSONNES :

AVEC UN VÉHICULE :

JE NE VIENS PAS MAIS JE SOUTIENS FINANCIÈREMENT :

ANNIVERSAIRE : LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 1936

Le 80^{ème} anniversaire de mai-juin 1936 tombe bien... en plein mouvement social contre une remise en cause profonde des droits des salariés, au moment même où se pose le problème d'une mobilisation générale pour bloquer l'offensive gouvernementale et patronale, où la grève générale redevient d'actualité.

Tout commence le 11 mai, au Havre, par une grève contre le licenciement de 2 ouvriers qui avaient manifesté le 1^{er} mai (alors pas férié). Puis la grève s'étend, elle va toucher rapidement plusieurs grosses usines comme Renault et Citroën (30 000 ouvriers chacune) et aussi des petites usines. Début juin, ce sont plus d'un million d'ouvriers et ouvrières qui sont en grève dans la plupart des grandes villes.

Le gouvernement Blum (PS-Radicaux-PC) fraîchement élu négocie un accord avec la CGT. Le patronat accepte tout tant il a peur et signe l'accord dit de « Matignon » : établissement des contrats collectifs de travail, liberté de se syndiquer, augmentation des salaires de 12% en moyenne, 2 délégués du personnel pour toutes les entreprises de plus de 10 salariés, le droit de grève... En plus de cet accord, le gouvernement annonce une loi qui met en place 2 semaines de congés payés et la semaine de 40h.

Tout le monde appelle à la reprise du travail mais au contraire la grève continue de s'étendre car les ouvriers méfiants veulent des garanties : dans les magasins, les restaurants, cafés, industries textile, du livre, cinéma, presse avec seuls les journaux syndicaux et de



gauche qui paraissent (ça rappelle quelque chose !)... usines et magasins sont occupés. Il y a plus de 2 millions de grévistes le 11 juin sans aucun appel à la grève générale. Manifestations et actions de blocages se multiplient (barrage de péniches sur l'Oise par exemple). Les reculs du patronat donnent confiance aux salariés qui sont encouragés dans la lutte.

La vague de grèves s'arrête fin juin après avoir obtenu plusieurs avancées dans différentes branches et entreprises (embauches, titularisations, salaires,...). Mai-juin 36 c'est un des exemples que les droits, les acquis sociaux sont le résultat des luttes, d'un rapport de forces favorables. A fêter donc... dans la rue !